

# Compte rendu du colloque du 14 novembre 2012

## Réflexions sur les stratégies nationales

*Ces contributions sont extraites des interventions qui ont eu lieu dans le cadre du colloque intitulé « Peut-il encore y avoir des stratégies nationales ». Ce colloque organisé le 14 novembre 2012 par l'IRSEM c'est tenu à l'École militaire en présence de hautes autorités, des stagiaires de l'École de guerre ainsi que de nombreux chercheurs universitaires et militaires*

### Frédéric Ramel

Directeur scientifique de l'Irsem

*« Le gouvernement actuel aurait-il décidé la publication d'un nouveau Livre Blanc s'il n'avait posé en principe – en fondement des fondements – que la France demeure le sujet d'une politique et d'une stratégie autonome ? »*

Cette phrase ne date pas de 2008 ni de cet automne mais de 1994. On la doit à celui qui offrit la structure même du premier Livre blanc, celui de 1972 : le Général Poirier. Pour celui-ci, et au début des années 1990, ce principe de stratégie nationale ne va plus forcément de soi. Du moins, les changements induits par la rupture des blocs mais aussi l'accélération de la construction européenne et les enjeux des années 1990 obligent à poser ce qu'il qualifie de question ontologique : qu'est-ce que la France en tant qu'acteur politico-stratégique ?

Une telle question rentre en tension avec le passé des Européens, un passé au cours duquel la nation couplée à l'État constituaient à la fois le socle et l'horizon de toute action politique internationale. La grammaire moderne léguée par les traités de Westphalie ou bien le concert des nations institué en 1815 présentent un point commun : les seuls sujets reconnus sont les États-nations. Comme le souligne à nouveau Poirier, « l'identité étatico-nationale était perçue et affichée comme le principe naturel et incontestable de la politique et de la stratégie ». Or, ce principe subit des assauts. Et de conclure que les pensées stratégiques – ainsi que les postures politiques - en Europe sont travaillées par une **crise de ses fondements**.

Presque 20 ans plus tard, cette crise se manifeste encore mais présente trois dimensions en fonction des types d'États.

C'est à la fois

- une crise *accentuée* essentiellement en Europe
- une crise *refoulée* aux États-Unis
- une crise *contournée* par les grands émergents

L'**accentuation** de cette crise des fondements se manifeste sur le vieux continent. Pourquoi ? Essentiellement par ce que les États européens sont encore plus qu'auparavant dans un entre-deux sur le plan de leur identité politique.

- L'intégration politique est encore loin d'être achevée et elle n'appelle pas une résolution de la question ontologique par la création d'une fédération européenne

sûre et définitive (malgré les effets de la crise qui devraient jouer en faveur d'un sursaut d'intégration politique).

- la crise financière affecte les budgets de défense et oblige à développer le fameux pulling and sharing sans se traduire par une mise à disposition des moyens en faveur d'un unique bénéficiaire : l'UE.
- l'absence d'ennemi clair et identifiable affecte la mécanique d'intégration. On pourrait d'ailleurs sans féliciter (l'intégration européenne pourrait se construire selon une autre mécanique que celle des États nations). Mais du point de vue fonctionnel, elle rend problématique l'éclosion d'un sentiment de sûreté partagé par les Européens.

Autrement dit, le Sisyphe européen continue sa lente progression, repoussant encore sa pierre le long de la montagne.

Cette **crise est également refoulée** par les États-Unis. Au-delà des distinctions évidentes de style diplomatique entre Bush fils et Obama (avec notamment un usage de la diplomatie publique par celui-ci), les postures stratégiques actuelles se caractérisent par l'absence de questionnement sur l'identité stratégique américaine. La stratégie ne peut être que nationale. Ces dernières années, la rhétorique de l'axe du mal a laissé place à un discours plus subtil quant à l'origine des menaces. Néanmoins, ce discours n'occulte pas la dialectique du même-Autre, du rapport à l'altérité qui est sous-jacent à toute stratégie. Le nouvel ennemi se situe dans le rapport aux *global commons* : espaces dits non terrestres accessibles à tous mais détenus par personne : la haute mer (les eaux internationales), l'air (l'espace aérien international), l'espace extra-atmosphérique et le cyberspace. Dans les documents de doctrine, l'usage de ces espaces est indispensable pour les interventions à venir (*global commons* comme moyen stratégique) voire à un nouveau champ d'affrontement stratégique en tant que tel (*global commons* comme objet stratégique). La stratégie américaine consiste à identifier comme menace au sens classique tout acteur qui empêcherait l'usage de ces espaces (opposition au déni d'accès) voire leur maîtrise.

Enfin, cette **crise est contournée** par les grands émergents. Les émergents ne posent pas la question ontologique en stratégie. Ils adoptent eux-mêmes la logique moderne en adoptant des stratégies nationales qui entendent répondre à leurs nouveaux positionnements dans le système international. Ici, le contournement de la crise rime avec appropriation des fondements qui ont contribué à asseoir la supériorité des puissances occidentales. C'est d'ailleurs un des arguments qui milite en faveur d'un révisionnisme modéré que porte les grands émergents à l'heure actuelle. Certes, on voit poindre des expériences de convergence diplomatique à l'instar d'IBAS. Mais ces dispositifs d'harmonisation n'ont pas encore produits tous leurs effets car les grands émergents n'incarnent pas un front commun qui permettrait de faire éclore une identité stratégique d'émergents (que ce soit sur le plan des alliances militaires ou bien tout simplement de la conception de l'ordre mondial).

A ces trois types de rapport à la crise des fondements, convenons d'ajouter une tendance, celle de la prolifération nucléaire. N'oublions pas que les aspirations à détenir l'arme

atomique (réalisables ou non) révèlent encore le caractère opératoire des relations entre stratégie et nation : il s'agit bien d'une arme de statut politique par laquelle les acteurs expriment leur préoccupation de persévérer dans leur être.

Réfléchir aux stratégies nationales aujourd'hui consiste, en d'autres termes, à explorer cette crise des fondements.

## LES DEFIS DU NOUVEL ENVIRONNEMENT STRATEGIQUE

### Jean-Jacques Roche

Professeur de Science politique, Directeur de l'ISAD, Université Panthéon-Assas

La perte d'autonomie des politiques de sécurité nationale est l'un des marronniers des études de sécurité. La mondialisation et ses réseaux, les problématiques de la sécurité globale, l'interdépendance dans le cadre du multilatéralisme constitueraient autant de facteurs qui expliqueraient cette réduction des marges de manœuvre. En contrepoint de ce leitmotiv, il est possible de considérer que jamais les contraintes structurelles n'ont été aussi réduites, alors même que le concept de sécurité globale contribue à renationaliser les doctrines de sécurité en donnant tout loisir aux autorités nationales de choisir leur(s) adversaire(s), comme en témoigna la déclaration de notre actuel président de la République qui, le 22 janvier 2012, déclarait avec emphase « *mon véritable adversaire, c'est la finance !* ».

Concernant les structures internationales, il est évident que la fin de la guerre froide a considérablement réduit la contrainte systémique. D'une part, la fin de la bipolarité s'est traduite par la disparition de la configuration bipolaire qui, depuis Morton Kaplan en 1957, est considérée comme la configuration la plus rigide et la plus contraignante pour les acteurs. De plus, la fin de la guerre froide s'est traduite par l'éloignement de la menace nucléaire qui, jusqu'en 1989, était la principale crainte de l'humanité effrayée de détenir les moyens de son extinction. Face à la menace d'une « *guerre nucléaire limitée* » envisagée par Ronald Reagan en 1981 en plein milieu de la crise des Euromissiles, les 3000 morts (certes réels) du 11 septembre apparaissent comme la démonstration quantifiée de la réduction des risques internationaux. Au demeurant, les études statistiques de Rik Coolsaet et de Teun Van de Voorde par exemple démontrent qu'il n'y a pas eu plus de morts causés par des attentats terroristes durant les années 1970 que dans les années 2000, exception faite du pic de 2004 provoqué par l'intervention américaine en Irak.

La seconde raison qui va à l'encontre du sens commun influencé par ce que Jean Dufourcq nomme « *la perversion du discours stratégique* » est liée à l'usage actuel du vieux concept de « *sécurité globale* ». En effet, du fait de son caractère extrêmement large, ce concept permet de choisir les secteurs dans lesquels chaque nation entend porter le maximum d'attention. En corollaire, cette liberté de choix se traduit pour les nations occidentales par la possibilité de choisir leurs adversaires, un choix suffisamment rare dans l'histoire de ces nations pour qu'il soit souligné.

Jamais le monde n'a donc été aussi sûr. Le fait que l'on s'attelle au traitement de «*la guerre réelle*» que Clausewitz avait laissé de côté parce que «*la vraie guerre*» (interétatique) est désormais sous contrôle est la preuve de l'amélioration de la sécurité mondiale. Partant, dans leurs relations avec leur environnement stratégique, les nations moins menacées que par le passé récupèrent une autonomie que la bipolarité nucléaire avait réduite. Le fait que, les nations occidentales aient décidé de toucher «*les dividendes de la paix*» en réduisant drastiquement leur budget de la défense – passé en France de 14% du budget de l'État en 1980 à 10% en 2010 et de 3% du PIB en 1982 à 1,7% en 2010 – est bien la preuve que le monde est perçu comme étant plus sûr et que l'environnement stratégique mondial nous donne la plus grande liberté qui soit : celle de baisser la garde.

## QUEL AVENIR POUR LES STRATEGIES NATIONALES?

**Pierre Manent**

Directeur de recherche, EHESS

Disons un mot pour commencer de la situation présente. Elle se caractérise, me semble-t-il, par une indifférence massive à la question militaire ou stratégique, et plus généralement aux relations extérieures, à « nos » relations (qui sommes-« nous » ?) avec le reste du monde. Jacques Chirac en 1997 supprima la conscription sans susciter aucune protestation sérieuse. Nicolas Sarkozy ramena il y a peu la France dans le commandement intégré de l'OTAN avec autant de facilité. Et alors même que sa politique intérieure était vivement critiquée, sa politique extérieure était mollement approuvée ou tolérée, aucun mouvement de l'âme un peu vif ne venant jamais rompre cette indifférence qui fait le fond de notre humeur. On l'approuva d'aller en Libye comme on l'aurait approuvé de n'y point aller. Le respect manifesté à nos soldats est sans aucun doute sincère, mais leur action et leur sacrifice ne sont pas reliés à des objectifs politiques dans lesquels nous nous reconnaitrions. Le Président François Hollande en ce 11 novembre acheva une phrase à peu près ainsi : « afin que le drapeau français soit présent là où il doit être ». Certes et nous le souhaitons aussi, mais précisément où ? Et pourquoi là ? Nicolas Sarkozy d'ailleurs n'avait pas fait tellement d'efforts pour nous persuader du bien-fondé de notre participation à l'action internationale en Afghanistan. La raison il est vrai en était transparente : afin que nos alliés américains se sentent moins seuls. Motif légitime mais qui ne suffit pas à orienter une politique. Bref, tout indique que, citoyens ou gouvernants, nous sommes pour le moins réticents à appliquer notre attention à la question de nos relations avec « l'extérieur », à prendre cette question à cœur. A quoi tiennent cette indifférence et cette passivité ?

Je distinguerai trois grandes causes :

1 ) Une cause que l'on pourrait dire idéologique, ou morale, ou spirituelle.

Cette idée a pénétré le cœur des Européens (elle est devenue sentiment spontané et puissant) que la paix et l'unité sont la condition naturelle ou au moins tendancielle de l'humanité. L'ordre humain peut être perturbé, il n'a pas vraiment besoin d'être produit et maintenu. D'où parmi nous une conception à la fois humanitaire et policière (mais point politique et militaire) de l'action extérieure à laquelle on est parfois obligé de se résoudre. Il ne s'agit pas dans notre esprit d'agir réellement à l'extérieur, sur des corps politiques

étrangers, mais pour ainsi dire à l'intérieur d'une humanité tendanciellement réunie : les forces armées de quelque pays que ce soit ne sauraient être employées qu'au service de l'humanité. En tout cas, une fois la part faite à ces « interventions », il n'y a tendanciellement « rien à faire ». C'est celui qui veut intervenir – ce furent en général les Américains – qui est accusé de perturber l'ordre naturel. Les Européens ont profondément intériorisé la conception qu'on dira libérale ou saint-simonienne selon laquelle l'ordre militaire est définitivement derrière nous.

2) Cette tendance est puissamment renforcée – les deux sont inséparables – par ce qu'on appelle la construction européenne, qui affecte profondément la manière dont nous nous rapportons au monde. Vous me pardonnerez la simplification suivante. Avec la fin des guerres coloniales et le retrait de l'empire, avec donc la fin de ce qui avait été le grand mouvement vers l'extérieur de la France, tout notre rapport à cet extérieur a été pour ainsi dire absorbé et épuisé par et dans l'idée européenne. Or précisément, cet extérieur est en même temps un intérieur, ou, la vocation de cet extérieur européen est de devenir un intérieur européen. Les nations européennes sont des semblables en voie de devenir toujours plus semblables, et la principale de nos actions extérieures consiste désormais à effacer les frontières, c'est-à-dire à abolir l'extérieur. L'extérieur, pour nous Européens, c'est quelque chose qui est à la veille de devenir intérieur. Construire l'Europe, ce n'est pas affronter le monde avec ses chances et ses risques, c'est une démarche sans risque puisque c'est l'extension, l'expansion et pour ainsi dire la contagion du semblable. La perspective européenne nous apporta une respiration fort bienvenue, particulièrement à nous Français après le retour forcé à la maison en 1962. C'était un nouvel ailleurs, mais cette fois, un ailleurs autorisé et proche qui ne promettait que la paix. C'était la seule poésie de l'action et de l'expansion que nous nous autoriserions désormais, mais une poésie en prose – la prose des directives bruxelloises.

Cette entreprise européenne eut deux conséquences principales sur notre rapport au reste du monde.

D'une part, s'est installée et sans cesse renforcée l'idée que notre relation avec l'extérieur quel qu'il soit devait procéder comme nous procédons en Europe, c'est-à-dire par extension ou contagion de la similitude et effacement des frontières. Pour nous la démarche européenne n'est pas propre à un groupe de pays réunis par la géographie et une histoire très singulière, elle offre le modèle de la manière dont le reste du monde doit désormais procéder. Nous nous sommes réconciliés avec les Allemands et les Allemands avec nous : qui résisterait à un si bel exemple ?

D'autre part, et c'est le second point, nous savons bien malgré tout que le monde reste un lieu dangereux dans lequel il faut peser et se faire respecter. De cela se chargera l'Europe politique et militaire, quand l'Europe aura une politique, une doctrine stratégique et des moyens militaires appropriés à la doctrine. Quand cela ? Plus tard. En attendant on compte sur les Américains tout en faisant mine de déplorer leurs emportements guerriers.

Ainsi les Européens n'éprouvent aucun sentiment d'urgence quant à leurs relations extérieures, d'une part en raison de leur perspective sur l'unité tendancielle des hommes dont je parlais, et quant aux craintes et doutes qui peuvent subsister, on les calme d'autre part par le renvoi à cette Europe future qui sera armée de pied en cap.

Sous cette double couette de l'humanité tendanciellement pacifique et de l'Europe virtuellement capable d'action militaire, nous poursuivons des politiques nationales de plus en plus hésitantes. C'est le troisième point.

3) Peut-il encore y avoir des stratégies nationales ? Ce n'est pas la première question à poser. Elle dépend en tout cas d'une question préalable qu'on pourrait formuler à peu près ainsi : considérons-nous que la nation est la forme politique dans laquelle nous entendons continuer à vivre ? Est-elle une forme de vie commune encore viable et désirable ? Et quant à nous Français, désirons-nous, voulons-nous poursuivre l'aventure française ? La réponse est loin d'être évidente. Depuis longtemps maintenant de bons esprits soutiennent qu'il est temps de clore en somme notre histoire, qui fut grande mais qui a épuisé tous ses possibles, et d'en ouvrir une autre, qui ne sera plus nationale. Je crois pour ma part que notre histoire peut être continuée et mérite de l'être. J'en ai exposé ailleurs les raisons. Je me borne ici à un argument négatif. Si nous devons poursuivre l'histoire nationale, c'est d'abord simplement parce qu'il n'y a pas d'autre possibilité sérieuse. Si l'Europe était capable d'être cette autre possibilité, c'est-à-dire de mener une politique commune, une stratégie commune, cela se saurait. Depuis le temps. Yougoslavie, Libye, brigade franco-allemande, rien, absolument rien ne suggère un mouvement sérieux en direction d'un véritable corps politique européen, capable de délibérations et d'actions communes. Je ne dis rien de la rétraction nationale induite dans les pays d'Europe par la crise. Si nous acceptons de voir ce que nous voyons, nous concluons qu'il n'y aura pas d'Europe politique et stratégique. Il n'y en aura pas. Il est temps d'en prendre acte.

L'argument par défaut a sa faiblesse, je l'admets. Ce n'est pas parce que l'Europe politique et militaire est une chimère que l'option nationale est pour autant valide et viable. Certains disent « l'Europe, l'Europe, l'Europe », il ne suffit pas de dire « la France, la France, la France. » On peut penser que nos pays sont trop faibles, trop fatigués pour construire l'Europe, mais ne sont-ils pas aussi du même coup trop faibles, trop fatigués pour poursuivre une aventure nationale ? Alors le plus qu'ils puissent faire, ne serait-ce pas de se fondre soit dans un ensemble atlantique, soit dans un ensemble méditerranéen, soit encore de se laisser mollement balloter à la rencontre de ces deux ensembles ? Ce dernier scénario n'est pas désirable à mes yeux, mais il est certainement plausible.

Puisque j'ai dit mon choix en faveur de la poursuite de l'histoire nationale, il me faut dire quelques mots de ce que ce choix implique. Viendrait au centre une notion qui a presque complètement disparu du discours politique. C'est la notion d'indépendance nationale. Elle est souvent ridiculisée avec celle de souveraineté. Nous ne sommes plus ni ne pouvons être indépendants ni souverains, oubliez ces chimères, nous vivons désormais dans un monde d'interdépendance ! En réalité, l'indépendance a peu à voir avec l'idée d'un pouvoir tout-puissant sur son territoire, d'une détermination souveraine des conditions de la vie commune. Cela est en effet une chimère, mais l'indépendance est autre chose. De même que dans notre vie personnelle, si nous ne choisissons pas toujours les circonstances ni ne sommes maîtres des rencontres, nous tenons cependant à choisir ce que nous faisons, c'est-à-dire à la fois à garder la maîtrise de notre conduite et à nous reconnaître dans ce que nous faisons, et quand nous cédon à la nécessité, que ce soit en le sachant, et ce sera encore un acte de liberté, de même dans la vie collective d'une nation indépendante, nous souhaitons avoir part aux actions communes, nous souhaitons pouvoir les reconnaître comme nôtres, comme un accroissement de notre être propre, et nous nous sentons responsables du destin

de la chose commune. L'indépendance, c'est simplement cela : pouvoir avoir part à une action commune, une action dont nous nous savons co-responsables.

On pourrait dire la même chose de la façon suivante qui est peut-être plus suggestive. Nous sommes à la fois citoyens du monde, citoyens européens, citoyens français (anglais, allemands, etc). Nous sommes plus citoyens européens que citoyens du monde, et nous sommes plus citoyens français que citoyens européens car c'est au destin de la chose commune appelée France que notre propre sort est le plus intimement attaché. C'est en tant que citoyens français que nous prenons les décisions les plus importantes pour notre vie commune et personnelle. En veut-on un signe ? Quand nous sommes frappés par un drame (émeutes ou acte terroriste), nos gouvernants ne nous parlent plus que de la France. Alors se préoccuper de l'indépendance nationale, c'est simplement essayer de tirer toutes les conséquences de ce fait.

J'ai mentionné les deux grands ensembles dont le poids peut nous inciter à renoncer à l'effort pour préserver ou ranimer un projet national. Soit, en termes géographiques, le monde atlantique et le monde méditerranéen. Le premier à confiance dans l'échange et dans une certaine manière de régler les échanges, il donne le ton à la vie moderne depuis longtemps déjà, et nous sommes fortement incités à nous régler sur ses règles. Quant au second, on nous dit qu'il faut avoir confiance dans la contagion de la ressemblance humaine, que ce que nous avons fait avec l'Allemagne après tant de guerres, nous pouvons et devons le faire avec le sud de la Méditerranée après des conflits cruels, et nous sommes vivement incités à nous ouvrir franchement aux populations du sud. Se régler sur l'Atlantique, s'ouvrir à la Méditerranée, tel est le grand voyage qui nous attend lorsque nous aurons franchement renoncé à la chimère nationale. Qui résisterait à cette double houle venue de l'ouest et du sud, et qui promet à la fois les bénéfices de la concurrence et les jouissances de la compassion ? Qui résisterait à la tentation dans les deux cas d'un monde sans frontières réglé pour moitié par la concurrence, pour moitié par le sentiment de la ressemblance humaine ? Ce serait cependant un monde dans lequel nous aurions renoncé à agir comme une communauté humaine qui a produit de grandes choses et espère en produire encore.

Peut-il encore y avoir des stratégies nationales ? J'ai dit le peu de crédit que j'accorde à l'hypothèse européenne. Je n'ai pas caché non plus, du moins je le crois, les faiblesses de la perspective nationale qui a ma préférence. Quelle démarche tant soit peu opérationnelle peut-on tirer de ces considérations qui ne peuvent soutenir que des projets modestes ? Le défi central est la passivité dans laquelle, comme Européens ou citoyens de nos nations respectives, nous nous engourdissons. Nous nous laissons de plus en plus porter par cette double houle, atlantique et méditerranéenne, dont je parlais à l'instant. Or, la Turquie est au croisement de ces deux mouvements, pilier de l'OTAN d'un côté, s'imposant de plus en plus décidément comme un, ou le leader du monde musulman de l'autre. Si la Turquie entrait dans les conseils européens, ce qui se dessinait mollement dans la passivité cristalliserait brusquement. En effet la Turquie déciderait immédiatement de la politique européenne dans cette région décisive du monde, elle déciderait de plus de la moitié des questions qui nous concernent. Comment je le sais ? Pays nombreux, actif, puissant, nourrissant de vastes et d'ailleurs légitimes ambitions, devenu précisément ce que nous avons renoncé à être, c'est-à-dire une nation qui veut être influente sur les destinées du monde, comment n'entraînerait-elle pas, ou en tout cas n'intimiderait-elle pas notre congrégation de nations qui ont renoncé à être indépendantes sans parvenir à créer une véritable association

politique ? Dire franchement à la Turquie qu'elle ne fera pas partie des conseils européens, un tel acte serait la première action politique forte venue d'Europe depuis bien longtemps. Il ne viendra pas des institutions communes, mais de quelques nations qui ont gardé le sens de leurs responsabilités pour l'Europe, c'est-à-dire principalement de la France et de l'Allemagne. Montaigne cite ce mot de Plutarque selon lequel les habitants d'Asie étaient esclaves d'un seul pour ne savoir prononcer une seule syllabe qui est Non. L'Europe c'était le pays où l'on sait dire Non.

### **Jean Paul Perruche**

Général (2S), chercheur associé de l'Irsem

Si l'on définit une stratégie nationale comme étant un ensemble coordonné d'actions pour atteindre les objectifs essentiels de la nation, **les objectifs** de la stratégie peuvent se ranger en :

- **objectifs de survie** : il s'agit des intérêts vitaux, valeurs démocratiques et identité, territoire et vie des citoyens, ordre public et pérennité des institutions, approvisionnements en ressources essentielles (eau, énergie..).
- **objectifs de sécurité** : promotion à l'extérieur des valeurs démocratiques, rayonnement culturel, contribution à un ordre mondial stable et pacifique (cela inclut la coopération et l'aide à la gestion des crises)
- **objectifs de prospérité** (de la qualité de vie, développement des richesses) : stratégie de présence et d'influence dans le monde avec identification des zones et espaces prioritaires. Les actions principales à conduire pour atteindre ces objectifs englobent tous les domaines de l'action publique, y compris l'usage de la force armée ; la stratégie militaire doit être partie intégrante (un sous ensemble) de la stratégie nationale et épouser ses objectifs. La question qui se pose est donc de savoir quelle doit être le rôle et la place de la stratégie militaire dans le nouveau contexte sécuritaire ainsi que l'utilité stratégique de l'emploi des forces armées.

S'agissant de la stratégie globale, il est utile d'examiner en premier lieu les facteurs déterminants de la puissance des États au 21<sup>ème</sup> siècle:

- la masse critique en termes démographique, économique et militaire : le temps qui vient sera celui des États-continentaux (États-Unis, Chine, Inde, Russie, Brésil ...). Or en l'absence d'une menace fédératrice la simple addition de puissance des États européens ne paraît pas en mesure de l'atteindre. Il y a donc un besoin d'intégration fédératrice dans l'UE ce qui pose le problème du partage de souveraineté et des conséquences qui en découlent aux plans politique et stratégique.
- La force morale, l'acceptation du sacrifice, la cohésion sociale et la préservation de l'identité dans un monde globalisé. Comme l'affirmait déjà le Général Beaufre : « la puissance idéologique l'emporte toujours sur la puissance matérielle »
- la maîtrise de l'information (réseaux sociaux) et des voies de communication.
- l'influence dans les systèmes internationaux
- le niveau technologique
- les capacités d'action pour répondre aux exigences du nouveau contexte de sécurité global mais complexe et incertain.



Il faut ensuite identifier les aspects du nouveau contexte de sécurité mondial qui vont conditionner l'emploi de la force :

- l'encadrement de la guerre par le nucléaire. Le nucléaire empêche la guerre d'aller aux extrêmes et empêche les guerres symétriques entre puissances nucléaires. Les guerres restent possibles entre puissances non-nucléaires ou entre puissance nucléaire et non nucléaire mais dans ce dernier cas, l'emploi du nucléaire est exclu. Une puissance nucléaire peut donc perdre des guerres contre des adversaires non-nucléaires (Vietnam). Les confrontations d'intérêts entre grandes puissances nucléaires rivales se dérouleront vraisemblablement en dehors de leurs territoires, c'est à dire dans les espaces de communication (maritimes, aériens ou terrestres) ou dans les États-tiers (Syrie, Afghanistan, Iran...); sous cet angle, il est clair que les nations européennes seront plus vulnérables individuellement que si elles font partie d'une entité politique européenne.
- la globalisation a créé des interdépendances entre États qui rendent le rapport coût/bénéfice de la guerre de moins en moins avantageux. L'économie de marché globalisée s'accommode mal des destructions d'infrastructures et de l'interruption des échanges. La stabilité et la sécurité font donc partie intrinsèque du monde global sauf pour ceux qui s'estiment exclus de la prospérité et de la puissance.
- les valeurs démocratiques n'étant pas adoptées par l'ensemble du monde; la confrontation de valeurs restera le principal moteur (risque) des conflits potentiels (Islamisme, dictatures...)
- le progrès des communications physiques (transports aérien, maritime ou terrestre) et électromagnétiques (radio, informatique...) a changé le mode de gestion des crises et des conflits caractérisé par un accroissement de la capacité de contrôle des autorités centrales (capitales) et une réduction des initiatives aux plans local ou régional. Plutôt que le contrôle d'espaces terrestres, la liberté de mouvement et le contrôle des communications sont donc devenus des intérêts stratégiques (A2/AD des Américains)
- l'affaiblissement du pouvoir des États-nations et de leur capacité de régler à leur niveau la plupart des questions stratégiques qu'il s'agisse d'économie ou de sécurité entraîne l'obligation de formats multinationaux
- les populations sont désormais les premiers enjeux et acteurs des guerres asymétriques. Cela concerne notamment l'adhésion des populations aux objectifs des engagements militaires, mais aussi leur faculté de résistance à un ordre imposé de l'extérieur. *La victoire est vaine si le vaincu n'accepte pas sa défaite (Clausewitz).*
- de nouveaux champs d'affrontement apparaissent : cohésion des sociétés, cyber guerre, espace, prolifération.

Au bilan, la réflexion stratégique nationale demeurera d'actualité et indispensable à la survie des nations au 21<sup>ème</sup> siècle, mais les stratégies d'action devront distinguer ce qui devra être mené au niveau national et ce qui devra l'être dans des cadres multinationaux. Dans ce dernier cas, les stratégies nationales devront être des stratégies d'influence, utilisant en synergie tous les leviers possibles (politiques, diplomatiques, militaires...). A l'évidence, les capacités opérationnelles demeureront un facteur déterminant. En l'absence de menaces identifiées, c'est sur ces bases que devra être « repensée la guerre ».